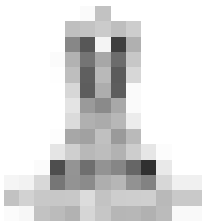


**Matinée de la coopération**

**Les brevets sur la vie - des brevets contre la vie?**



Avec la directive 98/44 sur la protection juridique des inventions biotechnologiques, les instances communautaires ont adopté, en mai 1998, une réglementation qui introduit en Europe les standards adoptés à l'échelle internationale, dans le cadre des accords dits TRIPS, en matière de protection de la propriété industrielle et intellectuelle. Les ONG de développement, quant à elles, reprochent à la directive de légaliser la biopiraterie et de compromettre la sécurité alimentaire dans le Tiers Monde, en méconnaissant au passage plusieurs accords et traités internationaux préexistants. Alors que le délai de transposition de la directive, à savoir le 31 juillet 2000, est d'ores et déjà dépassé, le processus de transposition stagne passablement dans bon nombre de pays de l'Union. Les Pays-Bas et l'Italie en particulier ont saisi la Cour de Justice des Communautés Européennes d'un recours en annulation dirigé contre la directive. Dans d'autres pays encore de fortes résistances se font jour à l'encontre de sa transposition en droit interne .

Au Luxembourg, le gouvernement a déposé un projet de loi qui vise à transposer fidèlement la directive en droit luxembourgeois. Malgré les nombreuses réticences manifestées contre la transposition de la directive, le Ministre de l'Economie a, en l'état, déclaré ne pas vouloir retirer le projet de loi.

La matinée de la coopération vise à la fois à fournir des éléments d'information supplémentaires et une plateforme d'échange. Elle vise à réunir des responsables politiques, des fonctionnaires des administrations concernées, des membres d'ONG, des représentants d'organisations paysannes et des chercheurs, mais également tous autres membres du public intéressés.

**Jeudi, le 10 mai 2001 à 20h00:**

**Conférence**

co-organisée par l'Action Solidarité Tiers Monde (ASTM) et Médecins sans Frontières (MSF) au "Café du Théâtre – Albert Mousel", accessible à partir de la cour du Théâtre des Capucins  
**Comment le système des brevets peut nuire à la santé**

Dr France Roblain, Médecins sans Frontières  
L'accès aux médicaments essentiels constitue un droit humain fondamental. Actuellement, le respect de ce droit n'est cependant pas assuré et le contrôle exercé par les grandes firmes pharmaceutiques sur le prix et la distribution des médicaments constitue un obstacle de premier ordre à un accès des populations les plus pauvres à des soins de santé essentiels.

**Vendredi, le 11 mai 2001 à partir de 8h15:**

**2e Matinée de la Coopération**

- organisée par l'Action Solidarité Tiers Monde au "Café du Théâtre – Albert Mousel", accessible à partir de la cour du Théâtre des Capucins
- L'impact de la brevetabilité sur les pays du Sud**  
8h15 **Enjeux éthiques des développements scientifiques et juridiques dans le domaine de la biotechnologie** - intervenant: Charles Goerens - Ministre de la Coopération et de l'Action Humanitaire  
9h00 **L'impact des brevets dans le domaine de la santé publique** - intervenante: Hélène Lorinquer - Médecins sans Frontières  
10h00 **Propriété intellectuelle et progrès économique** - intervenant: Serge Allegrezza - Conseiller de Gouvernement 1ère classe au Ministère de l'Economie - Direction de la Propriété industrielle et des droits intellectuels  
10h45 **La directive CE N° 98/44 sur la protection juridique des inventions biotechnologiques: de la biodiversité à la biopiraterie** - intervenant: Raoul Marc Jennar - Chercheur - Oxfam–Solidarité  
11h30 **L'impact de la directive sur la sécurité alimentaire** - intervenante: Elisabeth Piras - Coordinatrice de la campagne européenne sur le riz de l'European Fair Trade Association (EFTA)

Pour des raisons d'organisation, les intéressé-e-s sont prié-e-s de s'inscrire auprès de l'ASTM (tél. 400427-26, fax 400427-27, advocacy@astm.lu). Les personnes inscrites auront droit à un dossier préparant les débats.

**FEMMES NON-COMMUNAUTAIRES**

**Discriminations manifestes liées au sexe**

**Partant des discussions récentes concernant la politique de régularisation et d'asile au Grand-Duché, le Centre d'Information et de Documentation des Femmes (Cid-femmes) veut attirer l'attention plus particulièrement sur la situation spécifique des femmes ressortissantes de pays tiers résidant au Luxembourg.**

(cid/woxx) - Avec l'appui de Viviane Ecker, Lydie Err, Thérèse Gorza, Agnès Rausch et Renée Wagener, le Cid-femmes lance un appel aux responsables politiques et au gouvernement afin qu'ils prennent en considération les graves problèmes dont sont victimes ces femmes. Une approche tenant compte du genre doit impérativement accompagner toute démarche politique concernant la situation précaire de ces femmes en difficultés.

A l'occasion d'une conférence de presse Christa Brömmel, responsable des projets socio-politiques du Cid-femmes a regretté que "lors des débats récents sur la procédure de régularisation des personnes "sans papiers" et sur la situation des demandeuses et demandeurs d'asile, il n'ait pas été fait référence à la situation spécifique des femmes. Pourtant, il est reconnu que les femmes d'origine d'un pays non-communautaire résidant au Luxembourg souffrent de problèmes spécifiques liés au fait qu'elles sont de sexe féminin".

Ces problèmes ne concernent pas uniquement la régularisation en soi, mais en premier lieu les pratiques administratives auxquelles les femmes étrangères se voient confrontées. Ainsi une femme non-communautaire mariée à un Luxembourgeois ou à un citoyen d'un autre pays de l'UE se voit attribuer **une autorisation de séjour provisoire liée au mariage**. Si, de plus, elle veut exercer une profession, nombreux sont les difficultés administratives qu'elle rencontrera pour accéder au marché de l'emploi, faute d'une réglementation claire dans la matière. Si les conjoints divorcent ou se séparent avant la troisième année de mariage, la femme, faute d'auto-

risation de séjour individualisée et de ressources propres suffisantes, se retrouve facilement avec un ordre de quitter le territoire luxembourgeois. Il importe de souligner qu'il s'agit là de "pratique administrative" et que les durées appliquées par l'administration ne sont nullement fixées par la loi. Il en résulte une situation de vulnérabilité extrême. Dans les cas fréquents où l'épouse est soumise à des pressions et des actes de violence de la part de son mari, elle ne se défendra pas pour ne pas courir le risque de perdre son autorisation de séjour provisoire. Pire encore ! Une femme ayant quitté le domicile conjugal pour cause de violence subie est doublement punie. En effet, elle se voit refuser l'accès aux maisons pour femmes battues si elle n'est pas en possession de papiers - donc d'autorisation de séjour - valables!

**Doublement punies**

L'application du règlement européen 1612/68 réglerait convenablement l'actuelle situation inhumaine de toutes les femmes mariées à un citoyen de la communauté européenne domicilié au Luxembourg. En effet, l'épouse et sa famille ont non seulement le droit à une carte d'identité pour étrangers/ères, mais également le droit d'exercer un travail. Au Luxembourg nous constatons la **non-application de fait du règlement 1612/68**. Cela veut dire qu'en ignorant ses droits décrits dans le texte européen mentionné, une femme non-communautaire est d'office soumise au procédé de l'autorisation de droit de séjour provisoire avec tous les risques déjà décrits.

Le Luxembourg prévoit la possibilité d'octroyer un **statut humanitaire**, tenant compte de la vulnérabilité d'une personne. Actuellement, ce statut n'est attribué qu'à des personnes gravement malades ou âgées. Pourtant une femme étrangère, ayant des enfants à charge et se trouvant donc bien dans une situation de vulnérabilité, se voit refuser ce statut.

Le **champ d'application de la Convention de Genève** est également source de discrimination envers les femmes. Bon nombre de persécutions liées au sexe ne sont pas considérées par ladite convention, créée il y a 50 ans. Citons à titre d'exemple les persécutions pour cause de pratiques culturelles traditionnelles tels les crimes d'honneur, le mariage forcé, la lapidation pour suspicion d'adultère, la persécution dérivée en tant qu'épouse, partenaire ou membre de la famille d'un persécuté politique, le viol comme arme de guerre ou bien encore la mutilation génitale des femmes. Ces persécutions

n'étant pas répertoriées dans la Convention de Genève, la femme se voit par conséquent refuser le statut d'être humain en danger. Elle est de fait exposée à des menaces de mort ou à des conséquences graves, voire fatales pour sa santé.

L'initiative du gouvernement de vouloir procéder à une régularisation des personnes n'ayant pas d'autorisations de séjour et de travail valables et vivant au Luxembourg s'avère a priori positive. Néanmoins, faute de données spécifiques, on peut se demander si les femmes "sans papiers" ont les mêmes chances de bénéficier des critères de régularisation que les hommes. Notamment les critères exigés tels l'autonomie et les ressources propres suffisantes ainsi que le travail à temps complet risquent de ne pas correspondre à la situation réelle de nombreuses femmes "sans papiers", surtout si elles ont des enfants à charge.

Afin de réduire les discriminations évidentes envers les femmes étrangères d'origine non-communautaire, le Cid-femmes revendique des changements à plusieurs niveaux:

- (1) Mise en oeuvre de travaux d'analyse et de statistiques sur les personnes étrangères et demandeuses d'asile au Grand-Duché en intégrant la dimension du genre
  - (2) Application d'office du règlement 1612/68, respectivement la garantie d'information des femmes sur tous leurs droits lors de leurs démarches administratives
  - (3) Intégration des critères de persécutions liées au sexe dans la politique d'asile et reconnaissance des formes spécifiques de persécutions des femmes en tant que causes légitimes pour l'octroi de l'asile
  - (4) Intégration de la dimension du genre dans les critères et/ou le projet de régularisation ainsi que l'octroi du statut humanitaire
  - (5) Droit de séjour individualisé pour les personnes non-communautaires après un an de résidence
  - (6) Droit de séjour pour les femmes mariées ou vivant en union libre et victimes de violence conjugale, indépendant de la durée du mariage ou de la communauté de vie, ainsi que pour les femmes victime de la traite ou d'un mariage involontaire par correspondance
  - (7) Formation des fonctionnaires traitant les demandes d'asile afin de les sensibiliser plus spécifiquement à la notion de persécution liée au sexe
  - (8) Promotion de projets spécifiques pour femmes ressortissantes d'un pays tiers, p.ex. suivi psychologique pour les femmes victimes de viol lors d'une guerre
- Il importe que ces éléments soient fixés dans les lois et règlements relatifs aux étrangers/ères et demandeurs/es d'asile. L'occasion se présentera lors d'une révision de la Loi de 1972 concernant l'entrée et le séjour des étrangers.

*Lors des débats récents sur la régularisation, il n'a pas été fait référence à la situation spécifique des femmes.*



*(photo extrait: Christian Mosar)*